

Réseau RIUESS

Xèmes rencontres internationales du Réseau RIUESS Luxembourg, 3-4 juin

*Elaborer un corpus théorique de l'économie sociale et solidaire
pour un autre modèle de société*

L'ESS comme lieu d'émergence de modèles alternatifs aux systèmes d'assistance au développement

Xavier Ricard
Directeur des partenariats internationaux
CCFD - Terre Solidaire

- I. Le CCFD - Terre Solidaire et l'ESS
 - a. Les textes fondateurs :
 - i. Populorum Progressio
 - ii. Caritas in Veritate : des passages consacrés au Tiers secteurs

L'Eglise fait sienne la notion. Importance du don au cœur du marché, importance du travail en tant qu'acte d'information (la notion de valeur ajoutée liée à l'information), Idée que toute économie consciente de son objet EST sociale et solidaire (l'Economie en tant que vecteur de pacification : cf. Viveret).

- b. Stratégies
 - i. Soutien aux acteurs (individuels et collectifs), et leurs pratiques. Pas nécessairement économie sociale au sens strict (au sens de la double qualité) : ce qui compte c'est la visée de transformation sociale et de construction d'un projet collectif.
 - ii. Transformation globale du système : plaidoyer : ex. sur RSE (campagnes + auprès des investisseurs institutionnels des FCP pour contrôle).
 - c. Critères :
 - i. Vulnérabilité des publics (dépasser le niveau de la simple subsistance)
 - ii. Potentiel de transformation sociale
 - iii. Territorialité
 - d. Les expériences historiques

- i. La microfinance : Création de la SIDI en 1983 : entreprise «solidaire » (pas de dividendes sur capital). Participation dans des SFP : objet social (paysannat, exclus). Création du réseau MAIN.
- ii. Création fonds de partage : FCP « faim et développement » en 1985. Aujourd'hui 3 FCP sur le marché : CCFD - Terre Solidaire pionner dans le développement de véhicules financiers « solidaires » massifs. Actuellement : épargne salariale, etc.
- iii. Commerce équitable : CCFD - Terre Solidaire membre fondateur de la PFCE, membre collectif Ethique sur Etiquette. Le commerce équitable doit être un instrument au service des producteurs.
- iv. Initiatives internationales : (SIDI membre du réseau INAISE), RIPESS. CCFD - Terre Solidaire membre fondateur d'Accord : articulation entre développement économique et valeur ajoutée sociale. Ex au Tchad.

II. Les actions actuellement en cours

- a. Du commerce équitable au commerce « solidaire » : la relocalisation des échanges locaux :
 - i. Soutien aux OP et aux coopératives de production agricole. MAPTO au Togo, FUCOPRI au Niger, FENACCOOP au Nicaragua, FUNPROCCOP au Salvador : Développement filières paysannes pour approvisionnement marchés locaux, systèmes de stocks alimentaires nationaux pour réguler marché. Lien entre OP et plaidoyer pour modifier règles de marché et favoriser petite production paysanne
 - ii. Promotion de la valeur ajoutée en milieu rural (ex. Fovida) y compris via la filière tourisme solidaire (en particulier en Méditerranée, avec le réseau AREMDT). Mais ces activités demeurent souvent de très petite taille et ne permettent pas de construire des alternatives à grande échelle.
 - iii. D'où le travail sur la commercialisation : contribuer à la structuration de marchés régionaux : cf. FTL au Liban (4 coopératives de femmes : équitable et bio ; réseau de boutiques locales, perspectives régionales, actionnariat Saint Vincent de Paul) et peut-être en Syrie, cf. plaidoyer du PMSS. Mais sans grand succès jusqu'à présent.
- b. La finance solidaire
 - i. Le rôle de la finance locale ; de solidaire à sociale (cf expérience des MUSO au Kivu : les bénéficiaires sont propriétaires de l'IMF de deuxième niveau). Rôle de structuration social. Autre expérience intéressante : le « makonnage » à Gros-Morne : les MUSO sont à l'origine d'un système de concertation qui s'étend aux collectivités locales.
 - ii. Le financement solidaire orienté vers l'Afrique (fonds FEFISOL) et, surtout, vers l'agriculture : mise en place du « crédit Mango », et du FRICS en Haïti. Développement PVAR : SIDI directement, Tembeka en Afrique du Sud.
- c. Les enjeux de gouvernance mondiale de l'Economie : un sujet pour l'ESS

- i. Les Accords de Libre Echange : plaider auprès du gouv français et des organisations internationales (FAO) pour conditionnalité en matière agricole et contrôle parlement européen.
- ii. Les paradis fiscaux et la régulation fiscale internationale (fiscalité internationale, lutte contre la concurrence fiscale) : contre liste de Tax Justice Network, plaider auprès du G20
- iii. Les projets d'intégration régionale : PMSS, Grands Lacs (suivi des filières d'approvisionnement en Coltan, « procédure de certification et contrôle des fournisseurs, gestion foncière).

III. Le programme de l'ESS...

a. Opérer deux jonctions sur le plan théorique

- i. La jonction avec l'Ecologie économique et la problématique de la finitude des ressources. cf *Prosperity without growth* : économie et entropie (Georgescu Roegen), macroéconomie adaptée à la finitude des ressources, rôle de l'agriculture, relocalisation de l'économie, pilotage de l'économie / territoires (et question des arbitrages économiques), théorie de la valeur. Interroger sur tous ces aspects la contribution de l'ESS (en particulier sous l'angle des dispositifs de gouvernement de l'entreprise) à une telle nouvelle économie. L'Economie Sociale et Solidaire est-elle le lieu de la « métamorphose » économique, sociale, politique, etc. dont parle Morin, celle qui doit réconcilier l'Homme et la biogée ?
- ii. La jonction avec la culture. En quoi la diversité des cultures nous est-elle aujourd'hui essentielle, si l'on souhaite opérer cette métamorphose ? Echo des considérations de LS sur les coalitions entre joueurs différenciés :

« la chance qu'a une culture de totaliser cet ensemble complexe d'inventions de tous ordres que nous appelons une civilisation est fonction du nombre et de la diversité des cultures avec lesquelles elle participe à l'élaboration – le plus souvent involontaire – d'une commune stratégie ».

Nombre et diversité. Ecart différentiels. La culture-monde, et ses sous-cultures (articulées par les identités) est aujourd'hui une menace pour le projet de civilisation mondiale.

« la civilisation mondiale ne saurait être autre chose que la coalition, à l'échelle mondiale, de cultures préservant chacune son originalité ». Mais cette préservation ne doit pas être le résultat d'une mutuelle ignorance. Elle doit reposer sur une recherche active, un encouragement de toutes les expressions culturelles pour autant qu'elles accroissent les chances de tous les joueurs : « Il faut écouter le blé qui lève, encourager les potentialités secrètes, éveiller toutes les vocations à vivre ensemble que l'histoire tient en réserve ; il faut aussi être prêt à envisager sans surprise, sans répugnance et sans révolte ce que toutes ces nouvelles formes sociales d'expression ne pourront pas manquer d'offrir d'inusité ».

Les cultures dites « traditionnelles » ont aujourd'hui beaucoup à nous dire :

- L'importance du local
- L'agriculture (crucial au moment où il s'agit de redéfinir la place de l'agriculture dans la chaîne de la valeur ajoutée)
- Le rapport au spirituel et d'un spirituel socialisé, immanent : l'activité économique enchâssée dans une forme de sacralité immanente (autonomie et dépendance) : recherche de l'équilibre sans pour autant renoncer à une forme d'autonomie.
- La richesse comme lien social (impératif de redistribution, richesse subordonnée à une plus-value sociale).

Le programme de l'économie décroissante peut donc être un programme de l'interculturalité (cf les dialogues en humanité de Viveret) ;

- b. Renforcer les capacités d'influence du secteur de l'ESS
 - i. Adopter une démarche scientifique, qui articulerait plus fortement la théorie et la pratique (les rencontres sont un premier pas dans ce sens). Mener un inventaire et une analyse systématique de toutes les expériences en cours, pour en tirer des lois applicables dans le cadre de cette nouvelle macroéconomie.
 - ii. En déduire une théorie de l'action publique et de l'action associative, en particulier en matière de changement de modèles de production / consommation (en lien avec question de la valeur abordée ci-dessus). Autrement dit : penser des politiques de transition économique et sociale à grande échelle.
 - iii. Intensifier la visibilité de l'ESS comme espace de gestation, et comme alternative globale : Mener un travail de plaidoyer et éducation à l'ESS intensif, auprès de tous publics.

Il faut se doter des moyens d'un tel programme. Est-ce que les réseaux (RIPESS, RIUESS, suffisent) ? Ne faut-il pas investir dans un outil pérenne de type Think-Tank associatif, qui pourrait avoir dans un premier temps une couverture européenne ? Ce Think Tank pourrait être associé à des expériences de « transition » et des associations dont l'objet est, entre autres, de faire de la recherche-action et éducation sur l'économie de transition et l'ESS (cf. Christian Arnsperger).